

DECLARATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DU NORD-KIVU ET MEMBRES DE LA SYNERGIE « UKINGO WETU »¹ FACE A LA MENACE CONTRE LES DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS DANS LA CHEFFERIE DE BWITO EN TERRITOIRE DE RUTSHURU.

Adressée à Son Excellence, Monsieur le Gouverneur de Province du Nord-Kivu ;

Avec copie :

- Au Président de la République Démocratique du Congo ;
- Au Premier Ministre et Chef du Gouvernement Congolais ;
- Au Ministre de la Défense Nationale ;
- A la Commission Sécurité et Défense de l'Assemblée Nationale ;
- Au Président de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu ;
- A tous les Responsables de Services de sécurité (FARDC, PNC, ANR) ;
- Au Fonctionnaire Délégué/Bwito ;
- Aux Autorités Territoriales et Coutumières.

Excellence Monsieur le Gouverneur,

Nous, organisations de la société civile du Nord-Kivu, sommes inquiétées de la menace qui pèse sur nos collègues œuvrant dans le territoire de Rutshuru, particulièrement dans la Chefferie de Bwito pour avoir dénoncé les violations des droits humains qui seraient commises par certains Commandants des FARDC ainsi que certains cadres de base.

En effet, c'est depuis Juin 2015 que le Colonel KIBALO MITONGO Gaspard et ses troupes seraient reprochées des graves violations des Droits de l'homme dans la zone de Kibirizi. D'autres violations se commettent par des hommes non autrement identifiés, notamment les kidnappings et les braquages.

Excellence, rappelez-vous qu'il y a eu plusieurs correspondances écrites par la population sous accompagnement des membres de la société civile de Bwito et Kibirizi annonçant les manifestations pacifiques et demandant la mutation du Colonel Gaspard basé dans cette région, au motif que ce dernier serait complice des actes des violations qui ne cessent de se commettre dans la Chefferie de Bwito.

Cette position des membres de la société civile est à la base de la détérioration de la sécurité des certains activistes de la force vive de cette contrée dont KAMBALE SHANGOMBE Elias et KABUYAYA TSONGO MWANA pourchassés par le Commandant des FARDC, les Autorités coutumières, l'Administrateur du Territoire et même par le Fonctionnaire Délégué, pourtant ces derniers sont censés protéger les civils et particulièrement les défenseurs des droits de l'homme.

La chasse aux activistes de la société civile dans le territoire de Rutshuru est prouvée par les correspondances des autorités dont entre autres la lettre n°423/3355/01/Rte/D.724.1/2016 du 06/03/2016, du Chef de la Chefferie de Bwito, le MWAMI KALEKENE BUKAVU et l'accusé de réception n°5072/FO51/19/FD-Bwalada/2016 du 14 Mars 2016 du Fonctionnaire Délégué en demandant l'arrestation de tous les membres de la société civile de Kibirizi notamment KAMBALE SHANGOMBE Elias et KABUYAYA TSONGO MWANA, respectivement Président de la Société Civile de la Chefferie de Bwito et du Noyau de Kibirizi sur base d'accusations de trouble à l'ordre public et d'incitation à la haine tribale.

En réalité, ces accusations camouflent la volonté des autorités précitées de faire taire les membres de la Société civile de Kibirizi dans les démarches qu'ils mènent de la mise en place d'un commandement à la tête des FARDC capable de mettre fin à l'insécurité dans la localité de Kibirizi et environs.

¹ La Synergie Ukingo Wetu (SUWE) est un mécanisme local de protection des défenseurs, mis en place par les organisations de la société civile du Nord Kivu travaillant dans la protection et la sécurité des DDH. La SUWE couvre tous les six territoires et les trois villes de la Province du Nord Kivu. Elle bénéficie de l'accompagnement de plusieurs partenaires internationaux ayant dans leurs mandats la protection des défenseurs.

En même temps, il est déplorable d'observer que dans un Etat de droits, les autorités obligent les membres de la société civile de démissionner et/ou de se désengager s'ils ont besoin de vivre, une menace avérée qui impose aux défenseurs des droits humains de vivre dans la clandestinité car recherchés par les Autorités Administratives et militaires en abandonnant involontairement leurs familles.

Nous félicitons d'ailleurs, le déplacement du Cabinet du Gouverneur pendant trois jours dans le Rutshuru soutenu par des missions d'itinérance dans plusieurs villages dudit territoire, chose qui attestent la reconnaissance par l'autorité provinciale du danger et de l'ampleur du phénomène kidnapping devenu monnaie courante malgré la dénonciation par ces acteurs de la société civile aujourd'hui menacés et en cachette.

Nous prévenons les agresseurs des membres de la société civile et défenseurs des droits humains notamment le Colonel KIBALO MITONGO Gaspard, Commandant des FARDC à Kibirizi que tout ce qui peut arriver dont les sont repris ci-dessus et leurs collègues de la Société civile de Kibirizi leur pourrait être imputé.

Enfin, Excellence Monsieur le Gouverneur, nous attirons votre attention sur le rôle que doit jouer les détenteurs d'obligation, parmi lesquels vous même en ce qui concerne la protection et la sécurité des défenseurs conformément aux instruments nationaux et internationaux relatifs aux droits des défenseurs des droits humains en RDC, Pays membre de l'ONU.

Pour pallier à cette situation, nous vous demandons de prendre urgemment des mesures efficaces pour :

- Instruire vos services à protéger et sécuriser les défenseurs des droits humains ;
- Instruire le Commandant des FARDC, le Fonctionnaire Délégué, l'Administrateur du Territoire de Rutshuru, le Chef de la Chefferie de Bwito et autres autorités de renoncer à leurs menaces contre les défenseurs des droits de l'Homme et laisser Messieurs KAMBALE SHANGOMBE Elias et KABUYAYA TSONGO MWANA réaliser leurs travail en toute quiétude ;
- Protéger l'intégrité physique, psychologique des défenseurs des droits de l'Homme au Nord-Kivu, celle de leurs familles et proches et des leaders de la société civile.

Tout en vous félicitant de votre souplesse et de la priorité que vous allez apporter à notre requête, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Gouverneur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Ainsi fait à Goma, le 27/03/2015

Pour la Synergie UkingoWetu (SUWE)

Les organisations signataires

1. FONAHD (Forum des Organisations Nationales, Humanitaires et de Développement);
2. CVPD (Coalition des Volontaires pour la Paix et le Développement) ;
3. CREDDHO (Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme) ;
4. SFVS (Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles);
5. ASADHO (Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme) ;
6. GADHOP (Groupe d'Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Paix)
7. SOFEPADI (Solidarité Féminine pour la Paix et Développement Intégral) ;
8. CADERCO (Centre d'Appui pour le Développement Rural et Communautaire) ;
9. PHDD (Peace and Human Dignity for Development);
10. CODHAS (Centre d'Observation des Droits de l'Homme et d'Assistance Sociale) ;
11. ASMADI (Association des Mamans pour le Développement Intégral) ;
12. CAFEDDHU (Carrefour des Femmes pour la Défense des Droits Humains) ;
13. FEDHOP (Facilitation pour l'Environnement, les Droits Humains et la Paix).

Contact : Email : suwe.protection2014@gmail.com, Tél : +243 896886016